

Encore et toujours la faute aux salariés

Michel Husson, économiste, Marianne2.fr Samedi 22 Décembre 2007

Le discours sarkozyen sur la croissance donnerait presque les salariés responsables du manque de compétitivité des entreprises françaises. C'est faire peu cas de l'impotence du patronat.

Nous ne sommes pas assez compétitifs : c'est au fond la toile de fond du discours sarkozyen qui justifie l'urgence des « réformes » et l'impossibilité d'augmentations générales de salaire malgré les pertes de pouvoir d'achat dûment constatées par l'Insee. « Nous » sommes donc tous coupables, sauf que les solutions proposées désignent les seuls salariés comme la source de tous « nos » maux.

Un capitalisme « sans projet »

Les dividendes, les rémunérations des dirigeants et les très hauts salaires sont exonérés, alors qu'ils sont pourtant des coûts au même titre que les salaires dénoncés comme « excessifs ». Les groupes du CAC 40 voient leurs bénéfices croître exponentiellement. Mais qu'en font-ils ? Comme ils réalisent les deux tiers de leur chiffre d'affaires à l'étranger, ils investissent peu en France et n'y créent pas de nouvelles capacités de production. Des auteurs peu suspects d'anticapitalisme comme Patrick Artus ou Jean-Luc Gréau ont dénoncé ce capitalisme « sans projet ». Pourtant rien n'empêche les grands groupes de dépenser plus en recherche et développement, or les patrons français restent de ce point de vue parmi les derniers de la classe. 42 % des salariés du privé sont employés par des entreprises de moins de 50 salariés, ce qui est beaucoup plus que par exemple en Allemagne. Les PME françaises sont, pour plus de la moitié d'entre elles, insérées dans des réseaux de sous-traitance et soumises à la pression exercée sur leurs marges par des donneurs d'ordre voraces. Dans ces conditions, toute mesure ciblée sur les PME tend à être captée par les grandes entreprises. A quelques exceptions près, les PME françaises exportent peu et font peu de dépenses de recherche.

Patronat et marchés porteurs

Globalement, le patronat français apparaît incapable de se positionner correctement sur les marchés porteurs, et cette spécialisation inadéquate explique en grande partie la croissance du déficit extérieur. Une étude menée par le cabinet BPI et l'institut BVA auprès de 5500 salariés de dix pays montre que les dirigeants français sont parmi les plus mauvais. Selon le Conseil d'orientation de l'emploi, qui s'appuie sur les travaux d'Olivier Blanchard et Thomas Philippon, « la mauvaise qualité des relations sociales serait à l'origine des mauvaises performances françaises sur le marché du travail » et elle « favoriserait le maintien d'un "capitalisme d'héritiers" qui pénaliserait la croissance et l'innovation ».

BCE et taux de change de l'euro

En surplomb de cette situation franco-française, les politiques européennes défient l'entendement : la Banque centrale européenne semble plus préoccupée par le sauvetage des banques frappées par la crise dite des subprimes, ou par l'inflation, que par le taux de change de l'euro et l'emploi. Les critiques portées par Nicolas Sarkozy à l'égard de la BCE ont été vite oubliées au moment de ratifier le nouveau Traité : il n'a pas fait le moindre effort pour modifier le statut de la Banque centrale, reconduit à l'identique. Mais à quoi bon vouloir grappiller quelques points de compétitivité en gelant le salaire horaire et en inventant de nouveaux allègements de « charges » quand la hausse de l'euro a renchéri les prix français de près de 40 % ?

Les mauvais conseils du Conseil d'analyse économique

Ce panorama devrait être discuté. Mais les économistes du Conseil d'analyse économique, auteurs d'un récent rapport sur « les leviers de la croissance française » n'en tiennent aucun compte. Ils travaillent, comme le fera sans doute la commission Attali, sur les mêmes fausses pistes : allonger la durée du travail, fluidifier le marché du travail et libérer la distribution et les professions « fermées ». Il n'y a rien à attendre de ces orientations qui ne touchent pas aux causes profondes d'une conjoncture défavorable à l'emploi qu'elles risquent au contraire d'assombrir encore. Rien sur la ponction des rentiers de la finance (il n'y a pas que les notaires et les chauffeurs de taxi !), rien sur les politiques macro-économiques européennes, rien sur le taux de change de l'euro et rien, évidemment, sur la stagnation du pouvoir d'achat et la montée des inégalités.

L'éternelle mauvaise répartition de la croissance

Tout se passe comme si les salariés étaient les responsables de leur situation dégradée. Sous prétexte de politique d'offre, la logique détestable de ce diagnostic consiste à reproduire les conditions d'une répartition inégalitaire des revenus. Les possédants continueront à capter une part croissante des richesses produites et à en faire autre chose qu'investir ou innover. Cette question de la répartition est décidément plus importante que celle de la croissance, car à quoi bon faire plus de croissance si, comme aux Etats-Unis, ses bienfaits sont captés par une minorité au détriment de la majorité qui n'en profite pas ?